

Votation sur l'accord avec l'Indonésie

## **Notre intérêt : tout de suite ou plus tard**

*Deux ou trois réflexions au sujet de la votation sur l'Accord de partenariat économique entre les États de l'AELE (dont la Suisse) et l'Indonésie. Pour mettre en lumière une contradiction entre notre intérêt à court terme et notre intérêt à moyen ou à long terme.*

À court terme, comme le dit le Conseil fédéral dans la brochure incluse dans le « matériel » pour voter, « l'accord avec l'Indonésie ouvre de belles perspectives à l'économie suisse sur un marché en pleine croissance et empêche une discrimination de nos entreprises » (par rapport à celles de nos concurrents européens). Dans l'incertitude où nous nous trouvons à cause de la pandémie, voilà qui est bon à prendre pour nos emplois et notre prospérité. La brochure évoque bien les inquiétudes suscitées par l'industrialisation de la production de l'huile de palme qui a déjà provoqué la destruction massive de forêts tropicales. Cependant, tente-t-on de rassurer, son importation sera encadrée par diverses mesures qui représentent un progrès par rapport à la situation actuelle.

Il n'en reste pas moins que cet accord vise à faciliter les échanges commerciaux entre notre pays et la lointaine Indonésie. Ce qui signifie un accroissement des transports de marchandises, donc un accroissement d'émissions de CO2 et d'autres polluants. Voilà qui contribue au dérèglement climatique, péril moins immédiatement visible que le chômage redouté chez nous, mais plus dangereux à moyen ou à long terme pour l'ensemble de la planète.

L'accord avec l'Indonésie va dans le même sens que celui conclu par l'AELE avec le Mercosur (Argentine, Brésil, Uruguay et Paraguay). On suit les traces de l'Union européenne, laquelle maintenant hésite devant une ratification. En cause, une calamiteuse déforestation, ici pour l'huile de palme, là pour la production du soja et de viande.

Ces accords se heurtent aussi à des résistances dans les pays concernés. En Indonésie, seize organisations non gouvernementales demandent à leur parlement de rejeter l'accord avec les pays de l'AELE. Une délégation d'autochtones du Brésil est venue à Berne à la fin de l'année 2019 pour réclamer des garanties.

Auteur d'un récent ouvrage intitulé « Où suis-je ? Leçons du confinement à l'usage des terrestres » (La Découverte), Bruno Latour met en lumière l'opposition dans le monde entre « extracteurs » et « ravaudeurs ». Voici une occasion, ce 7 mars, de choisir notre camp.